

# Éditorial: La Futilité de la Réforme

Socialist Standard, Numéro 2, Octobre 1904

Le Parti Socialiste de Grande-Bretagne a souvent été demandé pourquoi ils n'ont pas élaboré un programme de mesures pour la réparation partielle de ces maux qui affectent le plus rapidement la position de la classe ouvrière "Ne devrions-nous pas nous efforcer pour pallier la misère actuelle"?

"Ne devrions-nous pas chercher à favoriser les différences sectorielles existants entre les capitalistes afin que nous puissions les utiliser dans l'intérêt de la classe ouvrière"? "Ne devrions-nous pas soutenir temporairement, ou former des alliances temporaires avec d'autres partis politiques en travaillant pour des fins communes"? Ces questions et d'autres de même importance que sont constamment posée par des non-membres de notre parti. Nous proposons maintenant de leur répondre.

La base de la société moderne est économiquement, la prise en charge par une partie de la communauté des moyens nécessaires pour la production et la distribution des moyens de subsistance de l'ensemble de la communauté c.à.d., la propriété par une classe de toute la richesse de la société. En contrepartie, il y a la vaste masse des gens qui ne possèdent que leur "force de travail", leur pouvoir de travail.

Le travailleur étant obligé de vendre se pouvoir de travail sur le marché du travail, en échange de ses moyens de subsistance, a des intérêts diamétralement opposés à ceux de l'employeur qui achète son activité. Par conséquent, deux classes avec des intérêts conflictuels, se rencontrant constamment sur le marché du travail, doivent nécessairement s'engager dans une lutte dans laquelle chaque combattant ne peut gagner que aux détriments de l'autre. Une telle lutte entre les classes constitue une guerre des classes.

Sur le plan économique, la classe ouvrière est impuissante tant que la classe employeur possède le pouvoir politique. Par conséquent, la lutte des classes doit se manifester comme une lutte politique pour la suprématie des classes. La classe ouvrière ne peut que gagner leur fins en prenant possession de la machine politique et en l'utilisant pour gagner sa propre émancipation économique. Cela ne peut se faire que par eux-mêmes et la lutte dans laquelle ils doivent prendre part pour assurer c'est une guerre des classes - la classe ouvrière contre la classe employeur.

La base d'un Parti Socialiste dans n'importe quel pays doit donc être une reconnaissance du fait que les intérêts matériels de la classe ouvrière s'opposent totalement à ceux de la classe employeur, C'est la reconnaissance de la guerre des classes. Toute parti qui déclare qu'aucune guerre de classe n'existe pas se règle, en vertu de cette déclaration hors cour comme un Parti Socialiste. Il est donc nécessaire, en formant et en organisant un parti socialiste, d'avoir une base de guerre des classes clairement définies et dans chaque action du parti de toujours garder le

caractère consciencieux de la classe clairement à l'avant. Toute action tendant à obscurcir cette position, toute position qui maintient la lutte des classes en arrière-plan, est une trahison virtuelle des principes Socialistes, servir uniquement à confondre les problèmes dans l'esprit des travailleurs et à le rendre la plus difficile de comprendre leur position de classe et les raisons pour cela. Et de voir la route qui doit être suivie pour pouvoir atteindre leur émancipation, en servant uniquement, en bref, à retarder le développement de leur conscience de classe.

Toute alliance, permanente ou temporaire, avec un parti qui ne reconnaît pas la guerre des classes est donc hors de question. Car aucune alliance de ce genre, qu'elle soit ouvertement avouée ou tacitement comprise, rend moins claire l'opposition de classe qui existe entre les différents partis politiques ? Comment pouvons-nous prétendre être essentiellement distincts et, en fait, opposés diamétralement à tous les autres partis politiques, Si nous pouvons trouver suffisamment d'objets communs pour permettre un terrain d'entente commun ? Nous pensons que l'enseignement de nos principes est entravé par toute concession de ce genre aux partis de guerre anticlasse, et est donc opposé aux vrais intérêts du Socialisme. Nous nous sommes donc déclaré dans l'hostilité envers tous les autres partis politiques et ne pouvons rien avoir en commun avec eux.

Et cela a été l'expérience des partis Socialistes d'autres pays. Partout où ces partis ont maintenu une attitude d'hostilité ouverte à tous les autres partis politiques, ils sont fortement organisés. Chaque fois que l'une de ces parties, forte ou faible, a formé des alliances temporaires, comme par exemple, en Belgique, avec le Parti libéral, dans le but d'obtenir le suffrage universel, ils ont perdu de la force et restent aussi éloignés de l'obtention de leurs réformes souhaitées que jamais. Ainsi, notre première objection est que cette action confond les problèmes et entrave notre succès.

Notre prochaine objection réside dans le fait qu'une telle dépendance sûr d'autres partis politiques pour leur assistance suppose le maintien de la majorité de membres de nos organes législatifs qui ne sont pas des représentants conscients de classe de la classe ouvrière. Tant que cela reste le cas, la durée de la législature sera contrôlée par les hommes de la classe moyenne, par les capitalistes. Chaque législature contrôlée par le capital garantit le contrôle des fonctions administratives et judiciaires par les capitalistes.

Il en résulte que toutes les mesures prises par le Parlement sont exercées par ceux dont la position oblige à ce que ces dispositions législatives soient fragmentaires et inefficaces. Ils s'efforceront donc de réduire toute concession au point d'impuissance sauf dans les cas où ils pensent maintenir leur pouvoir par des concessions plus importantes. Dans ce dernier cas, ils savent qu'ils peuvent dépendre de leur deuxième ligne de défense- l'administration de ces lois qui obligeront les lois à rester une lettre morte.

Nous n'avons qu'à étudier la législation de la dernière moitié du Dix-neuvième siècle pour constater que chacune de ces phases de la législation économique des partis de la classe moyenne

existe abondamment. Nous constatons que l'administration de la loi entre les mains de la classe capitaliste sera exercée par eux de manière à ne pas être dangereuse pour leurs propres intérêts de classe.

Tout "Livre bleu" traitant avec toute phase de vie de la classe ouvrière, montrera des cas innombrables de négligence du Conseil d'administration local, ou des Conseils d'arrondissement, ou des Conseils régionaux, en appliquant des lois déjà existantes. Les lois sur le logement et les lois et actes de santé publique pour la prévention des femmes qui retournent au travail trop tôt après l'accouchement et les actes d'usine et d'atelier ne sont pas efficacement exercés, alors que les pouvoirs conférés aux organes directeurs ne sont presque jamais exercés. Les lois sur le logement et les lois et actes de santé publique pour la prévention des femmes qui retournent au travail trop tôt après l'accouchement et les actes d'usine et d'atelier ne sont pas efficacement exercés, alors que les pouvoirs conférés aux organes directeurs ne sont presque jamais exercés. Ainsi, nous lisons en ce qui concerne la pollution de l'atmosphère par la fumée, que :

"Il y a des gens à Manchester qui polluent systématiquement l'air et paient l'amende et le trouvant beaucoup moins cher de faire que de mettre en place une nouvelle usine. Le procès de telles affaires devant des bancs de magistrats composés de fabricants ou de leurs amis crée une atmosphère de sympathie pour l'accusé et il a été allégué que les magistrats qui avaient cherché à donner effet à la loi ont rencontré l'indifférence et parfois l'opposition positive de leurs collègues".

Exactement ! Et ce n'est qu'un cas qui peut être cité parmi d'innombrables autres qui se présentent à nous.

Nous devons également souligner qu'il arrive parfois qu'une réforme demandée par la classe ouvrière puisse leur être accordée sans danger grave pour la classe capitaliste. Dans de tels cas, ils font des concessions gracieuses et la classe ouvrière est généralement appelée pour saluer le parti accordant une telle "concession" comme leur plus vrai amis.

Un autre cas est que parfois une mesure est adoptée qui tandis que bénéficiant à certains travailleurs individuels s'avère désastreuse pour une autre partie plus grande. Tel était par exemple la Loi sur l'indemnisation des travailleurs. Cette loi a été adoptée pour bénéficier à ces travailleurs dans certaines industries sélectionnées qui ont rencontré des accidents dans l'exercice de leurs fonctions. Il faut remarquer que la Loi était à nouveau le minimum de concession possible. Il a bénéficié aux travailleurs qui suite à des rencontres avec des accidents qui les ont handicapés, ont reçu une indemnisation alors que, avant l'adoption de la Loi ils n'auraient obtenue rien. Mais alors qu'il les bénéficiait, une plus grande partie de la classe ouvrière était affectée à leur détriment. La classe employeur toujours surveillée en ce qui concerne leurs intérêts de classe a immédiatement prétendu que les vieillards qu'ils employaient, les hommes à un certain âge, qui ont été rendues infructueuses par le travail difficile auquel ils avaient été soumis, étaient susceptibles d'avoir plus d'accidents que les hommes dans leur virilité antérieure

et que lorsqu'ils ont rencontré des accidents, de tels accidents étaient plus susceptibles de s'avérer sérieux ou mortels que s'ils étaient plus jeunes. Ces hommes étaient en conséquence immédiatement déchargés. Et que s'est-il passé depuis? Un comité sur laquelle était M. George N. Barnes de la A.S.E, a signalé :

"En ce qui concerne l'emploi de personnes âgées, infirmes ou mutilées, des modifications devraient être apportées pour permettre à l'employeur d'offrir du travail à ces personnes sans encourir de risque indu de versement d'une indemnité".

Nous sommes donc forcés de conclure que le fait d'essayer de sécuriser des mesures pour réduire les maux de la société gouvernée par les classes existante est inutile. Les hommes qui contrôlent le mécanisme législatif, administratif et judiciaire de la communauté peuvent toujours esquiver ces attaques partielles contre leur position, ils peuvent toujours trouver des échappatoires pour échapper à toute concession qui risque de compromettre leur position. La seule chose qui permettra d'atténuer notre misère et notre esclavage salarié est la propagation des principes du Socialisme et la construction d'un parti socialiste conscient de la classe, préparés à lutter le plus tôt possible, tous les pouvoirs du gouvernement des mains de ceux qui les contrôlent actuellement. Quand un parti socialiste fort se battait directement pour la création d'un régime Socialiste et préparait ses progrès pour obtenir tout avantage qui agira comme un nouveau terrain ventage dans sa lutte supplémentaire organisée, alors les capitalistes ne seront que trop empressés à offrir et à donner à chacun et à tous ces palliatifs une concession aux forces Socialistes croissantes du pays.

Nous devons donc reconnaître tout le temps qu'il est possible d'obtenir un avantage réel pour les personnes lorsque les gens eux-mêmes deviennent conscients de la classe, quand derrière les Socialistes au Parlement et s'ûr d'autres corps, il existe une phalange solide des hommes dans leur connaissance du Socialisme et savent clairement que le seul moyen d'assurer le Commonwealth Socialiste du futur ne dépend que des efforts d'eux-mêmes et ceux qui ont les même opinions conscientes de classe. Par conséquent, nous n'avons pas de programme palliatif. Le seul palliatif que nous obtiendrons à jamais est la société Socialiste du futur gagnée en luttant sans compromis en tout temps et en toute saison.